IL ÉLUDE L'AFFAIRE «CHAKIB KHELIL»

Amar Ghoul évite les sujets qui fâchent

Amar Ghoul s'est montré extrêmement prudent dans ses déclarations, évitant soigneusement les sujets polémistes ou sensibles. Hier, samedi, à l'occasion de la réunion du bureau national de son parti, le TAJ, à Alger, Ghoul s'est contenté de réponses vagues et diplomatiques lorsqu'il est question de commenter l'affaire Chakib Khelil ou le remaniement annoncé du gouvernement.

Kamel Amarni -Alger (Le Soir) - A une question relative à l'éventualité de voir Chakib Khelil nommé ministre, l'actuel ministre du Tourisme eut cette réponse : «Est-ce que Chakib Khelil sera nommé au gouvernement ? Cette affaire de gouvernement relève de la prérogative exclusive de Monsieur le président de la République. La Constitution est très claire à ce sujet. C'est vrai que nous avons lu d'innombrables écrits de presse à ce sujet. Il y a eu des analyses et d'innombrables commentaires mais, in fine, seul le Président est en mesure de décider s'il y a lieu ou pas de procéder à des changements. Pour nous, que tel ou untel soit nommé ou relevé n'est pas le plus important. Ce qui importe le plus, ce sont les défis qui interpellent le pays. Le travail qui nous attend.»

Visiblement, Amar Ghoul ne veut commettre aucune erreur qui pourrait lui coûter son portefeuille ministériel car, contrairement à son homologue du Front de libération nationale, Ammar Saâdani, le patron de TAJ occupe, lui, une fonction officielle dans le gouvernement. Ce n'était pas tant la presse qui a insisté sur le remaniement de l'actuel gouvernement Sellal mais, faut-il le rappeler, Ammar Saâdani ! C'est également ce dernier, et non pas la presse, qui avait «revendiqué», avec insistance, la «réhabilitation» de Chakib Khelil.

Le président de TAJ préfère donc concentrer son intervention d'hier sur le prochain meeting auquel avait appelé Ammar Saâdani pour le 30 mars prochain à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger. Soit le même jour que la rencontre ou le congrès des partis de l'opposition, dit «Mazafran 2». Pour Ghoul, ces partis «ont le droit de se réunir et de se constituer en groupe.» C'est même une bonne chose «qu'il y ait plusieurs regroupements politiques . C'est un signe de bonne santé politique. Cela, nuancera-t-il toutefois, à condition de ne pas toucher à la légitimité des institutions, de ne pas parler de vacance de pouvoir, etc». Pour le président de TAJ, qui est partie prenante de l'initiative de Ammar Saâdani, la rencontre du 30 mars «sera le début et non pas une fin en soi. Ce sera le début du lancement de l'initiative de la réalisation du rempart national qui n'exclut aucune partie et qui demeurera ouverte à ceux qui hésitent encore à la rejoindre ou même à ceux qui ont exprimé leur opposition».

Aussi, Ghoul revendique sa part de paternité de l'initiative : «Il s'agit de la fusion de deux initiatives, celle de TAJ qui avait parlé d'un rempart et celle du FLN qui avait parlé d'un front. L'essentiel est de constituer un front interne solide face aux menaces qui guettent le pays», expliquera-t-il.

A la tête de ces menaces, «le terrorisme qui frappe un peu partout dans le monde. Nous dénonçons et nous condamnons d'ailleurs les attentats qui ont endeuillé la Turquie, la Syrie, l'Irak, la Tunisie et, tout récemment, Bruxelles», dira encore Ghoul qui tenait à saluer la position de l'Algérie «qui a démontré, ces derniers temps, qu'elle était bel et bien le seul pays dans la région à être réellement souverain dans sa décision politique. Ce qui n'a pas été facile».

Photo : New Press

Amar Ghoul, SG de TAJ.

K. A.

UNE CONFÉRENCE THÉMATIQUE DU MSP SUR LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Ghozali : «le pouvoir a échoué et doit partir !»

L'ancien chef de gouvernement, Sid Ahmed Ghozali, a accusé le pouvoir en place d'utiliser la question du pétrole pour masquer ses échecs dans la gestion des affaires du pays.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - « Le pouvoir algérien veut préparer les Algériens à des cures drastiques », a-t-il déclaré hier lors d'une conférence thématique sur le secteur énergétique organisée par le MSP (Mouvement pour la société de la paix).

«La situation (de crise) actuelle n'est pas le fait du prix du pétrole», assène Ghozali qui accuse toujours le pouvoir de mettre en danger la «stabilité et l'avenir du pays et pour lesquels des millions d'Algériens se sont sacrifiés». «Depuis 55 ans, nous sommes le seul pays qui vit encore d'une ressource (le pétrole) qui n'est pas produite par nous», a encore souligné Ghozali qui prévient que «si nous restons sur ce schéma-là, il n'y a ni avenir ni espoir pour nous».

Et l'ancien chef de gouvernement de plaider pour une transition énergétique qui sera accompagnée d'une transition politique. D'après lui, «le pouvoir a échoué dans sa gouvernance et doit partir !».

De son côté, l'ancien chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, a abondé dans le même sens que M. Ghozali, en appelant au départ du système aux commandes du pays. Il met en doute la capacité du pouvoir d'assumer une transition énergétique.

L'ancien ministre de la Communication et ancien diplomate, Abdelaziz Rehabi, a lui également souligné que la question du pétrole est une ruse utilisée par les tenants du pouvoir pour cacher leur mauvaise gestion, tout en rappelant que la politique énergétique a longtemps été confinée entre les mains de deux personnages : Abdelaziz Bouteflika et Chakib Khelil.

Et de rappeler que le Conseil national de l'énergie, qui est censé tracer la politique énergétique du pays, ne s'est pas réuni depuis 1999. De son côté, l'expert et consultant Abdelmadjid Attar a plaidé en faveur d'une transition énergétique qui sera basée sur les énergies renouvelables, tout en affirmant que la production algérienne d'hydrocarbures ne cesse de chuter depuis 2007.

Selon lui, l'Algérie ne pourrait plus exporter par exemple du gaz pour assurer les besoins de la consommation interne de plus en plus importante.

Les intervenants à la conférence du MSP ont également mis le doigt sur le gaspillage de l'énergie qui caractérise la consommation énergétique du pays.

«Pour un baril découvert nous gaspillons trois autres», a ainsi résumé Abdelmadjid Attar.

Y. D.

SUITE À UN RATISSAGE DE L'ANP

Trois terroristes abattus à Sidi-Ali-Bounab

Les opérations de l'ANP qui se multiplient de toutes parts se sont poursuivies hier avec une embuscade suivie d'un ratissage entrepris par un détachement relevant du secteur opérationnel de Tizi-Ouzou. Selon le ministère de la Défense, c'est à Sidi-Ali-Bounab, sur la partie du territoire de la commune de Tadmaït, à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de Tizi-Ouzou, que les militaires ont tendu un piège à trois terroristes. L'opération, qui était toujours en cours à la mi-journée d'hier donc, a permis la récupration de trois kalachnikovs, six chargeurs, des jumelles, des munitions, des outils pour la fabrication d'explosifs et des téléphones. Ces trois terroristes, dont un a été identifié comme étant le dénommé B. Khoudhir, qui a rejoint le maquis en 2008, alors que le second est un spécialiste en explosifs mais dont le nom n'a pas été déterminé, s'ajoutent à leur compère abattu dans la soirée de jeudi dernier à Maâtkas, à une vingtaine de kilomètres de là, alors qu'il tentait de commettre un attentat kamikaze contre le commissariat de la localité. Ainsi, depuis la fin du mois de décembre dernier, lorsque deux terroristes avaient été abattus dans la région d'Azeffoun, et la mi-février, lorsqu'a été neutralisé un terroriste aux environs de Boghni, l'accalmie semble bel et bien rompue sur le front de la lutte antiterroriste depuis le début de ce mois de mars qui, rappelons-le, a été marqué à son début par l'arrestation de D. Ahmed qui, selon le ministère de la Défense, faisait partie du groupe Jund-Al-Khilafah ayant fait allégeance à l'Etat islamique.

A. M.

À PARTIR DE TIZI-OUZOU

Ali Haddad s'attaque à l'opposition politique

A Tizi-Ouzou où il est venu procéder à l'investiture du président et des membres de la délégation régionale du FCE, Ali Haddad a fait part de la volonté de l'organisation patronale qu'il préside pour rendre une wilaya quasi sinistrée sur le plan de l'investissement et de l'emploi plus attractive aux porteurs de projets d'investissement.

Une manière d'accompagner et de tirer vers le haut le développement local de cette wilaya, selon Ali Haddad qui a prononcé un discours à forte charge nationaliste et patriotique, se permettant même des incursions dans le domaine politique.

Le patron du FCE s'est dit très ému de se retrouver dans une wilaya où il a débuté son aventure entrepreneuriale. Une wilaya dont il a longuement loué les symboles de la révolution et glorifié les engagements de la Kabylie pour l'indépendance du pays. Le chef du FCE considère le caractère officiel de la langue amazighe consacré par la nouvelle Constitution comme «une avancée majeure qui constitue une réponse cinglante aux sombres desseins d'aventuriers en mal de reconnaissance, qui instrumentalisent cette cause noble et légitime pour en faire un instrument de division et d'aliénation. Nous devons refuser de les suivre dans leur démarche ! Nous n'avons qu'une seule patrie,

l'Algérie, une et indivisible, elle nous appartient et nous lui appartenons», dira Ali Haddad qui vient, ainsi, de se positionner dans le débat contradictoire et controversé qui a fait suite à la récente promotion constitutionnelle de l'officialité de la langue amazighe. Revenant sur les options en terme de stratégie et les objectifs que s'est assignés le forum des chefs d'entreprise pour accompagner l'économie nationale, Ali Haddad n'a pas manqué de situer les enjeux et les défis qui s'imposent à tous les acteurs.

«Aussi bien l'histoire que la conjoncture nous interpellent pour prendre nos responsabilités. Le FCE n'a pas fui les siennes. Sa démarche est transparente et pragmatique.» «Nous sommes conscients que nous dérangeons certains milieux qui trouvent leurs comptes dans l'immobilisme et le statu quo.» Il avouera : «Nous dérangeons leslobbies qui n'ont aucun intérêt à ce que la production nationale prospère. Que les choses soient claires : je ne parle pas des importateurs et opérateurs économiques identifiés. Nous dérangeons ceux qui se complaisent dans l'assistanat et ceux qui profitent de l'Etat-providence», assénera Ali Haddad dans des allusions ciblant, visiblement, tous ceux, importateurs et barons de l'informel qui profitent des situations bâties à l'ombre de la rente pétrolière. Tout en disant son aversion et de voir agir sur le champ économique «ceux qui ont inondé notre marché de produits contrefaits et de qualité médiocre et qui concurrencent de manière malsaine et déloyale les produits algériens», le patron des patrons version FCE a ciblé dans le même sillage d'autres acteurs que l'action du FCE dérange.

«Nous dérangeons ceux qui veulent imposer à l'Algérie une transition violente. Certains ont, en effet, la mémoire courte et ont oublié cette période noire durant laquelle notre pays était victime d'un embargo qui ne disait pas son nom.» L'allusion est on ne peut plus claire, et s'adresse aux partis politiques de l'opposition regroupés qui réclament une transition politique et qui demande au pouvoir actuel de passer la main.

S. A. M.